

ABONNEMENTS. — Un an, 16 fr., Allier et départements limitrophes. — Non limitrophes: 17 francs. — Etranger: 26 francs.

DIMANCHE 17 MAI 1936.

LA CROIX DE L'ALLIER

HEBDOMADAIRE DE L'ALLIER CATHOLIQUE

CHEQUES POSTAUX: CLERMONT-FERRAND 2.007

TELEPHONE: N° 3-97

REDACTION ET ADMINISTRATION: 6, Rue de Paris, 6, à MOULINS.

R. C. Moulin N° 6.954

« Le communisme est un grand danger, un danger total et universel, surtout quand sa propagande prend des apparences moins impies et moins violentes. »

PIE XI. (Exposition Internationale de la Presse catholique.)

D'une semaine à l'autre

La semaine diplomatique a été dominée par la question italo-éthiopienne ou mieux par la question de la ratification de l'annexion de l'Éthiopie à l'Italie.

Au Congrès socialiste, tenu à Paris pour décider de l'attitude du parti socialiste en matière de gouvernement, M. Léon Blum a prononcé un discours-programme ultra-moderne.

A Vienne, le chancelier Schuschnigg vient de réaliser la concentration du pouvoir par une reconstruction profonde du Cabinet autrichien.

Les trois chefs d'États de la Petite-Entente: le roi Charles, le prince Paul de Yougoslavie et le président Benès vont se réunir prochainement à Bucarest.

M. Mussolini a solennellement annoncé au peuple italien l'annexion de l'Éthiopie, dont le roi Victor-Emmanuel a été proclamé empereur.

MM. Indalecio Prieto et Martínez Barrio ont successivement décliné l'offre que leur avait faite M. Azana de former le nouveau Cabinet espagnol.

Il a été décidé que la conférence des Detroits se tiendrait à Montreux, le 22 juin prochain.

M. Casarès Quiroya a constitué, mais sans la participation des socialistes, le nouveau Cabinet espagnol.

M. Henri Robert, membre de l'Académie française, est décédé.

Au cours de la journée de mardi, 1954 kilos d'or ont quitté Le Bourget pour Londres et 210 kilos sont partis pour Amsterdam.

Les journaux argentins annoncent que des troubles et un soulèvement militaire ont éclaté au Paraguay.

Mardi, le Pape a inauguré solennellement l'Exposition mondiale de la Presse catholique.

Dans l'éloquent discours qu'il a prononcé, le Saint-Père, après avoir rendu hommage à l'activité de la Presse catholique, a dénoncé les dangers du communisme et exalté le rôle social de l'Église.

La fête de sainte Jeanne d'Arc a été célébrée avec éclat dans toute la France. A Orléans, la traditionnelle procession s'est déroulée dans le calme.

Paris a honoré avec plus de foi et d'enthousiasme que jamais sainte Jeanne d'Arc. Tout le matin, catholiques et patriotes ont défilé de la place Saint-Augustin à la place des Pyramides.

Le Foreign Office a été informé que sir Eric Phillips, ambassadeur britannique à Berlin, avait été reçu par le chancelier Hitler en présence du baron von Neurath.

Le memorandum économique allemand, ayant pour but de rétablir la paix économique en Europe, serait élaboré et serait prochainement soumis par le Reich aux Gouvernements français, britannique et italien.

Les chiffres officiels concernant les rentrées budgétaires font ressortir, pour le mois d'avril, une plus-value de 95 millions sur 1935.

La situation continue à s'aggraver en Palestine. Dans la nuit de jeudi à vendredi, une trentaine de coups de feu ont été échangés entre juifs et arabes.

M. Azana a été élu dimanche président de la République espagnole et a prêté serment lundi devant les Cortès.

Le dirigeable géant « Hindenburg » est arrivé à Francfort. La traversée depuis les États-Unis jusqu'en Allemagne a duré 45 heures 18 minutes.

Le maréchal Allendy vient de mourir à Londres, à l'âge de 75 ans. Il avait commandé successivement les 5^e et 3^e corps d'armée britannique sur le front français, de 1915 à 1917, et dirigé ensuite le corps expéditionnaire britannique en Palestine.

Le 18^e Congrès d'Agriculture française s'est ouvert jeudi matin, à Dijon.

VERS L'AVENIR

Pour reconstruire

NE PERDONS PAS NOTRE TEMPS

Les élections sont passées, accusant — il faut bien l'avouer franchement — un coup de barre à gauche, plus fort qu'on ne s'y attendait.

Les faits semblent leur donner raison puisque M. Léon Blum vient de publier une déclaration tout à fait modérée où il ne parle plus « des vacances de la légalité », mais agit en bon père de famille, soucieux de bien gérer son patrimoine.

Aussi bien les deux attitudes des « braves gens », du « français moyen » sont-elles extrêmement dangereuses. Pour un homme qui veut actuellement conserver les idées de famille, de patrie, de religion qui constituent notre civilisation, il n'y a pas de temps à perdre, il doit agir et donc rechercher d'abord les causes de la situation actuelle.

LA MISERE D'AUTREFOIS

Les élections de 1936 ont été bien évidemment une réaction violente contre les classes possédantes, « les 200 familles symboliques ».

Voilà une des causes profondes du coup de barre. C'est si vrai qu'un grand industriel catholique, J. Zamanski, écrivait récemment: « Il y a eu dans tous les âges des hommes fortunés et des pauvres. Mais quand trop de ceux-ci en sont venus à mourir de faim, et que les autres, en nombre de plus en plus restreint, ont pu continuer à jouir de la vie, la société a sauté. Nous sommes à l'un de ces moments. »

Le Billet de la Semaine

A propos de la fête de Jeanne d'Arc

L'apathie désastreuse de nos catholiques Moulinois continue. Nous avons signalé en son temps l'incompréhensible fiasco de Golgotha. Nous devons dire que la magnifique réalisation du grand cinéaste R. Alexandre « Cloîtrées », film de prière et de pureté, n'a pas obtenu plus de succès.

Dimanche, fête nationale de Jeanne d'Arc, qui a pavisé? Devinez? Je vous le donne en mille. — Vous ne trouverez pas. — Eh bien, voilà! La mairie socialiste et les bâtiments relevant d'un gouvernement de Front populaire.

Pendant ce temps, des maisons catholiques notoires gardaient obstinément leurs volets clos, sans la moindre décoration et, seuls, quelques rares drapeaux flottaient çà et là dans nos rues indifférentes.

C'est vraiment un peu trop fort. Nous avons réclamé une fête nationale pour Jeanne, la sainte de la Patrie, nous obtenons: gain de cau-

jamais au-delà. Souvent, mon père avait espéré mieux, il se hasarda à dire: — Mais, Monsieur, je pensais d'avoir à toucher plus que ça?

Alors le visage du Maître prenait de suite son mauvais plissement: — Comment, plus que ça? Est-ce que tu me prends pour un voleur, Bérôt?

Mon père s'empressait de bredouiller, très humblement: — Je ne veux pas dire cela, M. Fauconnet, bien sûr que non. — A la bonne heure, parce que tu sais, les travailleurs ne manquent pas: après toi un autre.

MISERE D'AUJOURD'HUI

La misère d'aujourd'hui, nous en trouvons un tableau navrant dans une enquête des secrétaires sociaux Maritimes: « Des milliers de marins du commerce sont en chômage. Les petits caboteurs ont à peu près disparu. Il reste 60 navires de grande pêche au lieu de 600. Dans la pêche côtière, des marins n'ont pas gagné 15 francs par semaine; les pêcheurs à la sardine ou au thon, plus misérables encore, connaissent des années de 1.500, 1.000 et 500 francs. Des villages côtiers ont perdu, en dix ans, la moitié de leur population. »

EN FACE DE LA MISERE

Après ces lectures, ouvrez la Revue de luxe « Plaisir de France ». Vous y verrez des intérieurs familiaux d'où aucun confort n'est exclu; de belles skieuses aux yeux rieurs; des gars au front sans pli qui respirent à pleins poulmons l'air des baignoires nonchalantes flânant sur des plages de soleil; des voitures au long capot silencieux; des enfants aux joues musclées et roses; du luxe, du soleil, de la joie.

Troisième tableau qui s'opposait et s'oppose chaque jour aux deux autres. Vous comprenez dès lors la révolte sourde, la réaction terrible de ceux qui voient et qui n'ont rien de tout cela.

Retenons-le bien. A. NOBODY.



Les obsèques de M. le chanoine Brosset, supérieur de l'Institution du Sacré-Coeur: Le cortège funèbre.

CHEZ LES UNS ET LES AUTRES

LA FOLIE COLLECTIVE

Pour qu'une maison de commerce prospère, il lui faut un minimum de sécurité qui mettra son chef à l'abri de certains soucis et lui permettra d'élaborer tranquillement ses plans de développement.

Et parmi les adversaires, ou plutôt les pays avec lesquels l'Italie doit régler son affaire? Prenons l'Angleterre, puisqu'elle représente l'opposition. Son cas est typique.

L'Angleterre, par contraste avec l'Italie, est le pays de changements déconcertants puisque contradictoires.

Vous sentez, cher lecteur, que, devant l'Italie victorieuse, la S.D.N. allait s'incliner et reconnaître le fait accompli? Vous sentez que l'on allait supprimer ces sanctions qui, selon l'avis de tous, n'ont plus aucune influence?

Dans le Conseil d'Administration de notre Europe, personne ne veut accepter les responsabilités de la direction ni des décisions qui s'imposent.

L'Italie, avec l'Allemagne, est depuis quelque temps le pays de décisions théâtrales, mais enfin logiques. M. Mussolini change d'avis et de ton, mais il dit au moins ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas.

« L'homme qui ne sait plus conserver les libertés qu'on lui accorde est digne de l'esclavage. »

« L'homme qui ne sait plus conserver les libertés qu'on lui accorde est digne de l'esclavage. »

quos sur certaines parties dangereuses de l'Europe. Mais en réalité, il ne fait que remettre tous les problèmes à un autre jour.

Et quant aux sanctions, elles doivent continuer pour trois raisons. Il n'est pas possible, dit-on, de prendre une décision avant la formation d'un gouvernement français appuyé par la Chambre; les Travailleurs et les Libéraux, avec l'appui des socialistes français, font une campagne trop puissante pour empêcher l'agresseur de jouir des fruits de son « injuste victoire »; et finalement, certains Conservateurs y voient le moyen d'obtenir un accord avec l'Italie qui tiendrait meilleur compte des intérêts français et britanniques.

On se réunit pour régler la question du conflit italo-éthiopien, des sanctions. Le baron Aloisi refuse de siéger avec le représentant d'un Etat qui n'existe plus. M. Mariam réclame le soutien des nations pour un Etat qui, selon ses propres mots, reste « collé » à la S. D. N. Le Conseil, gêné, hésite, et finit par laisser faire M. Mariam. M. Aloisi quitte la séance avec sa délégation. Mais le soir il revient prendre sa place à la discussion sur la paix européenne. L'on se demande s'il peut siéger. M. Mussolini le rappelle.

Voilà où nous en sommes. Qu'est-ce qui va se passer demain? On ne sait pas. Tout ce qu'on sait c'est que la délégation italienne a quitté Genève sans explications. Le Conseil de la S. D. N. s'est ajourné, sans rien faire, jusqu'au mois de juin. On n'a pas eu le courage de reconnaître le fait accompli ou d'appliquer les principes qu'on disait inviolables. On n'a pas su prendre une décision nécessaire. On a laissé passer une occasion unique pour francher une question grave pour francher une question grave. On l'a laissé passer, pour laisser la parole à M. Léon Blum et son camarade le Major Attlee.

Et l'on ose appeler cela « établir dans le monde entier le règne de la justice et de la paix »!

ASMODEE.

quos sur certaines parties dangereuses de l'Europe. Mais en réalité, il ne fait que remettre tous les problèmes à un autre jour.

Et quant aux sanctions, elles doivent continuer pour trois raisons. Il n'est pas possible, dit-on, de prendre une décision avant la formation d'un gouvernement français appuyé par la Chambre; les Travailleurs et les Libéraux, avec l'appui des socialistes français, font une campagne trop puissante pour empêcher l'agresseur de jouir des fruits de son « injuste victoire »; et finalement, certains Conservateurs y voient le moyen d'obtenir un accord avec l'Italie qui tiendrait meilleur compte des intérêts français et britanniques.

On se réunit pour régler la question du conflit italo-éthiopien, des sanctions. Le baron Aloisi refuse de siéger avec le représentant d'un Etat qui n'existe plus. M. Mariam réclame le soutien des nations pour un Etat qui, selon ses propres mots, reste « collé » à la S. D. N. Le Conseil, gêné, hésite, et finit par laisser faire M. Mariam. M. Aloisi quitte la séance avec sa délégation. Mais le soir il revient prendre sa place à la discussion sur la paix européenne. L'on se demande s'il peut siéger. M. Mussolini le rappelle.

Voilà où nous en sommes. Qu'est-ce qui va se passer demain? On ne sait pas. Tout ce qu'on sait c'est que la délégation italienne a quitté Genève sans explications. Le Conseil de la S. D. N. s'est ajourné, sans rien faire, jusqu'au mois de juin. On n'a pas eu le courage de reconnaître le fait accompli ou d'appliquer les principes qu'on disait inviolables. On n'a pas su prendre une décision nécessaire. On a laissé passer une occasion unique pour francher une question grave pour francher une question grave. On l'a laissé passer, pour laisser la parole à M. Léon Blum et son camarade le Major Attlee.

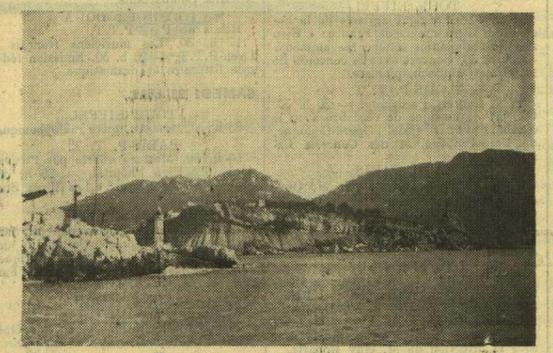
Et l'on ose appeler cela « établir dans le monde entier le règne de la justice et de la paix »!

ASMODEE.

UTILISEZ NOS SERVICES:

- Photographiques, Circulaires, Duplicateur, Renseignements, Demandes et Offres d'emploi.

VOUS Y GAGNEREZ et vous nous SOUTIENDREZ en même temps.



Cassis: Le Phare à l'entrée de la Passe. (Voir notre reportage sur la Provence en deuxième page.)



M. Franklin-Bouillon, qui se présenterait à la députation dans le Calvados.



Le baron Aloisi, chef de la délégation italienne à Genève, qui a été rappelé en Italie.